

On présente volontiers la Défaite de 1940 comme une sorte de malédiction technique, la France ayant été gouvernée par des hommes politiques recevant trop d'informations ou pas assez, et d'ailleurs inaptes à les interpréter correctement ; par des militaires gâteux, incapables de s'adapter aux conditions nouvelles d'une guerre de mouvement et attachés à la défensive s'en s'être rendu compte que l'Allemagne préparait l'offensive. Cette thèse a aujourd'hui seule droit de cité, par exemple dans un récent numéro spécial de la revue *L'histoire* d'avril 2010, dont les articles et interviews de « spécialistes » réels ou présumés ne tiennent aucun compte de l'apport des sources originales, françaises et étrangères, aujourd'hui disponibles.

Or, ces archives confirment l'analyse de nombreux contemporains des années de guerre et d'Occupation, et en particulier l'un des plus prestigieux, historien médiéviste et grand observateur de son époque, Marc Bloch. En avril 1944, à quelques semaines de son assassinat par la Milice, il présenta dans une revue clandestine comme la signature de la trahison de Pétain, au sens juridique d'intelligence avec l'ennemi, sa longue préface approuvante au livre de 1938 du général de réserve Louis Chauvineau, ancien professeur à l'École de Guerre (1908-1910), *Une invasion est-elle possible?*, qui prônait la défensive et ridiculisait la guerre offensive (avec avions et blindés) et les alliances de revers de la France¹. Le jugement général qu'en tira Bloch a fourni le cadre d'une longue recherche puis de deux ouvrages récents : *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930* et *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3^e République, 1938-1940*² : « Le jour viendra », affirmait Bloch, « et peut-être bientôt où il sera possible de faire la lumière sur les intrigues menées chez nous de 1933 à 1939 en faveur de l'Axe Rome-Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe en détruisant de nos propres mains tout l'édifice de nos alliances et de nos amitiés. Les responsabilités des militaires français ne peuvent se séparer sur ce point de celles des politiciens comme Laval, des journalistes comme Brinon, des hommes d'affaires comme ceux du Creusot, des hommes de main comme les agitateurs du 6 février, mais si elles ne sont pas les seules elles n'en apparaissent que comme plus dangereuses et plus coupables pour s'être laissé entraîner dans ce vaste ensemble ».

La hiérarchie de Marc Bloch des cinq principaux groupes coupables de la Défaite était ainsi établie : les militaires, les hommes politiques, la presse, les hommes d'affaires (firme Schneider, dont le président Eugène, roi de la Tchécoslovaquie, la tua en septembre 1938, avant de la vendre, concrètement, avec Skoda, à Krupp, en décembre), et les agitateurs du 6 février 1934, ce mouvement dans lequel nombre d'historiens voient une simple révolte de la droite « républicaine » et de l'extrême droite contre les tares de la république parlementaire. Depuis 1999, de nombreux fonds français ont été ouverts aux chercheurs après avoir été fermés pendant soixante ans. Leur dépouillement permet à la fois d'avérer l'analyse de Bloch et de modifier sa hiérarchie des responsables, que des années de recherches m'ont conduite à établir ainsi :

1 - Les « hommes d'affaires », que je nomme les hommes du grand capital, de la fraction la plus concentrée des milieux économiques, dominant toutes les autres catégories. Ils jouent un rôle déterminant parce qu'ils sont maîtres de la politique économique, malgré le rôle grandissant de l'Etat, et de la vie politique au sens très large : ce contrôle hégémonique inclut la possession, donc la maîtrise permanente des moyens d'information.

2 – Les politiciens. Il ne s'agit pas uniquement de Laval ou des hommes de droite et d'extrême droite, mais d'un ensemble de responsables, comprenant la gauche dite « de gouvernement », radicale et socialiste, d'autant plus que, dans l'entre-deux-guerres, depuis 1924, et plus encore pendant la crise des années 1930, une majorité de Français vota à gauche. Ne se distinguant pas sur l'essentiel – et surtout pas sur la gestion de l'économie – des élites de droite qui dirigeaient l'économie et la société, cette « gauche de gouvernement », Léon Blum inclus et les radicaux plus encore (Herriot, Chautemps, Daladier, etc.), confrontée à la crise (du profit) adhéra aux solutions requises par les responsables de l'économie. Or, les plans économiques et politiques mis au point depuis les années 1920 et surtout 1930 supposaient tous « réforme de l'État », c'est à dire réduction sensible, voire liquidation des pouvoirs du Parlement. Ils permettraient, pour régler la crise (rétablir le taux de profit) d'éliminer des institutions gênantes pour le grand patronat désireux de réduire les salaires directs et indirects. Pour les raboter de manière drastique, celui-ci disposait de modèles étrangers efficaces : il apprécia d'abord l'exemple donné par l'Italie fasciste depuis novembre 1922, puis et surtout par l'Allemagne pré-hitlérienne (de Brüning) et hitlérienne, car aucun pays n'avait sabré les salaires directs et indirects de manière aussi drastique que l'Allemagne depuis 1930 et surtout depuis février 1933.

De sorte que, pas seulement pour la droite et l'extrême droite, mais aussi pour une fraction grandissante de la gauche de gouvernement, la renonciation aux « acquis sociaux » par la masse de la population apparut comme la meilleure voie de sortie de crise – sur la base exclusive de la formule maintien ou augmentation des profits-casse des salaires. Dans les projets du grand capital fut établi un lien automatique entre ladite casse et la formule « très autoritaire » mise en œuvre dans les pays voisins. Nulle part ne pouvait être obtenue l'acceptation spontanée des énormes « sacrifices » de la crise que devrait consentir le peuple seul. Il fallait donc se passer du consentement populaire par une réduction ou une disparition 1° du Parlement - toujours trop sensible aux *desiderata* des électeurs appelés à renouveler les sièges des députés -, et 2° des partis (de gauche) au service de la population, qui seraient tentés, poussés par leur base sociale ou spontanément, de faire obstacle aux mesures contre les salaires. Tout cela supposait nouvelle organisation politique où ne se

retrouva pas seulement l'ensemble droite-extrême droite tenté de *fusionner* au cours de la crise : la gauche de gouvernement fut aussi séduite par les solutions jugées modernes et pertinentes développées dans les milieux les plus concentrés de l'économie. L'adhésion fut au moins partielle (Blum compris, immergé dans un milieu « moderniste » directement lié au grand capital), parfois totale (chez Daladier dès 1933 et comme chef du gouvernement d'avril 1938 à mars 1940, après un virage à gauche purement pré-électoral en 1935-1936). Dès les années 1920 se constituèrent des groupes de réflexion et d'action à l'intérieur du grand patronat, dont le principal, créé en 1922 (l'année du triomphe du fascisme en Italie), s'appela synarchie. La synarchie, nous assure-t-on, n'existe pas³. Avérée par les sources, elle fut fondée par douze décideurs-issus de la grande banque (dont les banques Worms et d'Indochine) et de l'industrie lourde – et en compta une cinquantaine dans les années 1930. Ces milieux, quintessence de ce que la propagande du Front populaire appelait « les 200 familles » (les 200 plus gros actionnaires de la Banque de France), détenaient assez de pouvoirs pour convaincre les hommes politiques, les journalistes (mais aussi les publicistes et les syndicalistes compréhensifs), les hommes de main et les militaires de haut rang (auxquels il assuraient une retraite (précoce) dorée, comme Weygand, administrateur de la Compagnie internationale du canal de Suez pour 600 000 frs par an depuis sa retraite de 1935). Aux décideurs de la poignée dirigeante des synarques revint la décision, à toutes ses étapes ; aux féaux des quatre autres niveaux, la propagande et l'exécution.

Les hommes politiques, parlementaires compris, furent associés à des plans de liquidation de la République ou en furent précisément informés sans juger bon d'en aviser leurs électeurs ou les membres mineurs de leurs partis. Cette réalité, attestée par des sources françaises et étrangères, abondantes (malgré de considérables destructions d'archives), est aujourd'hui repoussée par les porteurs de l'idéologie dominante, en premier lieu les journalistes ou publicistes fabriquant l'opinion en la « dindonnant »⁴ : ceux-ci arguent qu'étudier un complot, une conjuration, une stratégie, relèverait d'une « histoire du complot », concept inacceptable en soi. La question, en quelque sorte, « ne sera pas posée ».

Pourtant, comme je le dis souvent à mes étudiants, personne ne se demande si Allende est « tombé » tout seul : les archives américaines sont déclassifiées rapidement et l'on peut, sur la seule base des fonds publiés, vérifier que Washington a assuré, en s'appuyant sur les élites chiliennes que gênaient les réformes sociales en cours, d'abord la chute d'Allende puis sa succession par le régime de Pinochet, caractérisé d'une part, par la terreur et la baisse drastique du niveau de vie pour la masse de la population, et, d'autre part, par une liberté économique et politique sans limites pour le grand capital (chilien et américain).

Les archives française et les archives étrangères que j'ai consultées permettent d'établir aussi formellement que les projets politiques évoqués plus haut étaient déjà fort avancés dans les années 1920 (projet de putsch Lyautey de 1926-1928, auquel l'obscur clerc Emmanuel Suhard fut étroitement associé : sa promotion consécutive lui permit de participer, comme archevêque de Paris, à l'ultime étape de la trahison, celle de 1940). La solution prit forme définitive en 1933-1934 : c'est à la faveur de la première tentative d'étranglement de la République, le 6 février 1934, et surtout de ses suites (le gouvernement de Doumergue, autre entretenu, aux mêmes conditions que Weygand, par « le » Suez) que fut trouvée la formule politique finalement venue au jour à la faveur de la Défaite consciencieusement préparée : le duo formé par Laval et celui que ce dernier qualifiait de « dessus de cheminée », c'est-à-dire Pétain. En 1935, François de Wendel, déjà présenté, « sout[enait] M. Laval de toute son influence » et préparait la chute du régime en préférant au colonel de la Rocque, son ancien chouchou, et à ses Croix de Feu (qu'il finançait largement) « un homme disposant d'un grand prestige dans le pays et ayant eu également la faveur de l'Armée »⁵.

La synarchie s'appuyait sur des hommes politiques et sur des hommes de main, trouvés, sauf exception notable (quelques renégats de gauche ou d'extrême gauche), dans la droite et l'extrême droite, c'est-à-dire dans les ligues fascistes qui, financées par le grand capital en général et la synarchie en particulier, s'étaient développées en France suivant deux étapes, dans les années 1920, puis dans la décennie de crise. Ces ligues, sans disparaître individuellement, fusionnèrent en « Cagoule » en 1935-1936. A « la Cagoule » qu'on nous présente volontiers, avec une arrogance égale à l'ignorance, comme un petit mouvement risible, fugace et inoffensif⁶, la synarchie fournit des moyens considérables. Car elle lui servit de bras armé ou d'« aile marchante »⁷, selon le meilleur spécialiste de « La Cagoule » et des ligues, le juge d'instruction Pierre Béteille, dans son rapport de 1945 pour le procureur général du procès Pétain, Mornet⁷ : elle groupait en 1939 environ « 120 000 hommes pour toute la France, répartis en 40 légions » au service d'une stratégie de la tension – mise en œuvre quand le Front populaire se tint debout (en 1936-1937), abandonnée ensuite au profit des grands projets de la phase finale - dont 20 000 dans l'armée, car il y avait une « Cagoule » civile et une « Cagoule » militaire.

Au sommet de la « Cagoule » militaire, dont la direction comptait les étoiles de l'Etat-major (Gamelin, chef d'état-major général, ne fut pas de la dernière étape, mais fut informé de tout et ne s'y opposa jamais), on trouvait rien moins que Pétain et Weygand : le duo fut, le 18 mai 1940, mis en place par l'homme de la droite classique Paul Reynaud. Les liens étroits de ce dernier avec la synarchie avaient fait toute sa carrière ministérielle, mais l'historiographie dominante continue à le dresser en homme fatigué, hésitant ou en mystère⁸. Pour connaître les autres éminences (Darlan compris), il suffit de disposer de la liste des officiers peuplant les cabinets de Vichy. Les civils dirigeant la Cagoule se confondaient le plus souvent avec ceux de la Synarchie : trônèrent à Vichy tous les hommes qui avaient forgé et fait exécuter les plans de liquidation de la République, et qui s'auto-attribuèrent les deux premières promotions des médailles de la francisque.

Dans ce dispositif les journalistes jouèrent un rôle, hauts salariés qu'ils étaient d'organes de presse détenus par le grand capital : symbole d'une situation générale, *Le Temps*, prédécesseur direct du *Monde*, appartenait

pour plus de 80% au Comité des Forges en 1934 (après avoir été partagé jusque là entre Comités des forges, des houillères et des assurances).

Ce qui détermina la Défaite ne fut pas seulement la perte de « la bataille de 1940 » par les généraux, par ailleurs affectés à une mission directe : Huntziger ouvrit d'emblée la percée de Sedan à la Wehrmacht, qui s'y engouffra ; Pétain et Weygand allèrent discuter autour du 20 mai avec des délégués du Reich. Ce fut la décision du Grand Capital, qui généra l'exécution de tous ses obligés, armée comprise. Il voulait des salariés dociles à la casse de leurs salaires. Il refusait de se battre contre le Reich, si précieux partenaire commercial et financier. Il convenait de lui vendre les produits dont n'avait pas besoin la France puisqu'elle ne préparait pas la guerre, au premier chef le fer des canons et la bauxite (pour l'aluminium) des avions. Il ne pouvait être question de contrarier cet énorme débiteur dont la mise en défaut avait failli détruire le système capitaliste dans la crise systémique, bancaire et monétaire, du printemps et de l'été 1931. Pour ne pas déplaire à l'Allemagne, le Grand Capital, clé de « l'Apaisement », orienta la politique de la France vers le compromis à tout prix. Entre autres, le futur gouverneur de la Banque de France et chef de la délégation française d'armistice de Wiesbaden, le synarque Yves de Boisanger, alla en traiter avec le directeur général de l'IRI (Istituto di ricostruzione industriale italiano), Giovanni Malvezzi, en juillet 1939. L'Allemagne, ayant, elle, envie de faire la guerre indispensable à la conquête, se trouva, face à ses partenaires complaisants, en mesure d'agir sans trouver résistance organisée. La France fut donc vaincue dans les cinq jours (à peine) qui suivirent l'assaut du 10 mai 1940, pas à cause du « pacifisme » présumé d'un peuple qui avait supporté plus de quatre ans de guerre à peine plus de vingt ans auparavant.

¹ *Cahiers politiques* n° 8, « À propos d'un livre trop peu connu », in Bloch Marc, *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard, 1990 (juillet-septembre 1940, 1^{ère} édition, 1946).

² Paris, Armand Colin, respectivement, nouvelle édition complétée et révisée, 2010, et 2008.

³ Typique de l'assurance hégémonique dans la production historique française, Olivier Dard, *La synarchie ou le mythe du complot permanent*, Paris, Perrin, 1998.

⁴ « L'opinion française dindonnée par les campagnes "idéologiques" » fut conduite, « dans son ignorance », à prendre des vessies pour des lanternes, en 1938 [et au-delà], note de l'État-major, anonyme, 15 septembre 1938, N 579, SHAT (expression souvent utilisée dans les ouvrages cités n. 2).

⁵ RG, P. 8553, 4, 3 juillet 1935, F7 12960, Archives nationales.

⁶ « « Avant-guerre, la Cagoule a pu apparaître comme une menace sérieuse contre la République. En réalité, elle a été un épiphénomène, certes bruyant, sanglant, fascinant même pour une frange réactionnaire, mais elle ne fut en rien, ni en 1936, encore moins sous l'Occupation, une organisation politique d'envergure. Apparemment, son parfum de romantisme noir ne s'est pourtant pas totalement évaporé », Henry Rousso, *Libération*, 31 mai 1991, « Les Cagoules, terroristes noirs ». La Cagoule fut « mise au jour et décapitée quelques semaines » après son attentat du 11 septembre 1937 contre le siège de la CGPF, décrète Olivier Dard, *Les années trente*, Paris, Le Livre de Poche, 1999, p. 162.

⁷ « Relations de Pétain avec le CSAR » (Comité secret d'action révolutionnaire, autre nom de la Cagoule), fonds Mornet, II, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC).

⁸ Exemple de cette obstination, Julian Jackson « Les politiques ont-ils failli ? », *L'histoire* n° 352, p. 78-85.